La population burundaise redoute le départ des ONG étrangères

Deutsche Welle,Â 28.08.2018 Certaines ONG Ã©trangÃ¨res vont cesser leurs activitÃ©s Ã la fin de lâ€™annÃ©e. Les popul bÃ©nÃ©ficiant de leur assistance redoutent des consÃ©quences graves, notamment du point de vue sanitaire.
A quelques jours de lâ€™expiration du dÃ©lai (le 31 dÃ©cembre) de trois mois accordÃ© aux ONG Ã©trangÃ¨res pour se faire rÃ©enregistrer au ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur, certaines vont cesser leurs activitÃ©s Ã la fin de lâ€™annÃ©e. Celles-ci estim exigences des autoritÃ©s de Bujumbura sont contraires aux valeurs qu'elles incarnent.Â Parmi les ONG visÃ©es par les nouvelles mesures figure MÃ©decins sans frontiÃ¨res (MSF) qui apporte son soutien au secteur de la santÃ© Ã travers l'Arche de Kigobe, sa principale clinique Ã©tablie depuis 2015 Ã Bujumbura.Â C'est lÃ que MSF propose des soins gratuits aux victimes dâ€™accidents de la route. Ses services se sont intensifiÃ©s depuis 2015.Â Lazare Ntuzwenayo et Georges Habonimana sont des conducteurs de mototaxis. Tous deux ont bÃ©nÃ©ficiÃ© des soins offerts par MSF aprÃ¨s leur accident.Â "Câ€™est difficile de se faire soigner quand on a eu un accident de la route. MÃ©decins sans frontiÃ¨res nous aide beaucoup. Ils nous prennent en charge rapidement et on n'exige rien. Câ€™est vraiment Ã©tonnant, on ne paie rien mÃªme", raconte le premier.Â Â "Nous demandons que MÃ©decins sans frontiÃ¨res reste ici parce que cette organisation nous aide beaucoup. Si elle dÃ©mÃ©nageait vers un autre lieu mais au moins toujours au Burundi, ce serait bien. Quâ€™ils nÃ©gocient e trouvent un accord afin quâ€™elle reste opÃ©rationnelle",Â souhaite Georges Habonimana.Â Â L'impact Ã©conomique de l'arr des ONGÂ L'arrÃªt des activitÃ©s de l'ONG MÃ©decins sans frontiÃ¨res aura Ã©galement un impact sur le petit commerce qui sâ€™est dÃ©veloppÃ© depuis trois ans autour de la clinique de l'Arche de Kigobe. Abedi Abeza est un agent de transfert dâ€™argent pour la compagnie de tÃ©lÃ©communication EconetLeo :Â "Nous gagnons un peu d'argent avec notre travail. Sâ€™ dÃ©mÃ©nagent, nous perdrons nos revenus, câ€™est Ã§a le problÃ¨me. A lâ€™intention des dÃ©cideurs, nous demandons de chercher dâ€™autres mesures que celle de dÃ©mÃ©nager." En activitÃ© depuis 1999, Avocats sans frontiÃ¨res fait aussi parti des organisations non gouvernementales qui prÃ©voient d'arrÃªter ses activitÃ©s au Burundi.Â Pour Thacien Sibomana, ancien procureur de la RÃ©publique, le dÃ©part de l'ONG aura un impact nÃ©gatif Ã©norme.Â "Avocat sans frontiÃ¨res Ã©tait service des justiciables qui nâ€™avaient pas les moyens de poursuivre leurs affaires devant les tribunaux. Cette ONG fournissait une assistance judiciaire Ã cette catÃ©gorie de la population. Cette organisation assistait mÃªme les magistrats afin de professionnaliser davantage le systÃ¨me judicaire burundais. Son dÃ©part aura des consÃ©quences bien sÃ»r. Ce vide malheureusement ne pourra pas Ãªtre comblÃ© par les services publics", explique M. Sibomana.Â Le dÃ©part des ONG Ã©trangÃ¨res du Burundi aura par ailleurs pour consÃ©quence l'augmentation du taux de chÃ´mage et la baisse du revenu des mÃ©nages dÃ©jÃ mis Ã mal par la crise Ã©conomique que traverse le Burundi depuis 2015.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});